La démesure guerrière de Trump pourrait porter le coup de grâce à l'architecture financiarisée de l'Occident

Par Frank , 27 octobre 2026

La démesure guerrière de Trump pourrait porter le coup de grâce à l'architecture financiarisée de l'Occident

Des rues de Paris au détroit d'Ormuz, les économies libérales occidentales sont prises au piège qu'elles ont elles-mêmes créé



Par Alastair Crooke

> Presque partout, le sentiment s'approfondit que le projet économique libéral occidental est sur le point de s'effondrer de manière tout à fait fondamentale — la manifestation la plus évidente en est apparue dans les rues de Paris. Mais on peut également l'observer aux États-Unis, où l'adhésion du président Trump à la guerre contre l'Iran semble avoir compromis les chances des républicains aux élections de mi-mandat du mois prochain. Personne ne peut deviner comment Trump choisira de gouverner si les électeurs se retournent contre lui personnellement; une présidence coléreuse, frustrée et imprévisible semble toutefois être le scénario le plus probable pour les deux prochaines années.

Un élément essentiel pour comprendre les troubles européens actuels remonte peut-être à 2024 : le cycle électoral français avait commencé avec les élections au

Parlement européen, au cours desquelles le parti de droite *Rassemblement national (RN)*, dirigé par Le Pen, avait remporté une victoire décisive. Le *RN* avait obtenu 30 sièges (31,37 % des voix), tandis que *Ensemble* (la coalition du président Macron) n'en avait remporté que 13 (14,6 % des voix).

À la suite de la lourde défaite de sa coalition centriste, Macron a immédiatement dissous l'Assemblée nationale française et convoqué des élections législatives anticipées. Ces élections ont abouti à un Parlement sans majorité, situation sans précédent où trois grands blocs politiques se partageaient les sièges, sans qu'aucun n'atteigne les 289 sièges nécessaires à la majorité absolue. La situation était bloquée et l'est restée.

Bien que le *Rassemblement national* de Le Pen soit arrivé en tête au premier tour, les désistements tactiques de candidats centristes et de gauche au second tour ont modifié le résultat final grâce à une manœuvre (légitime) de vote tactique dans les circonscriptions, destinée à empêcher le *RN* de remporter le second tour malgré son avance au premier.

Les récentes violences dans les rues de Paris sont liées aux résultats des élections françaises de 2024 — ce scrutin a produit un Parlement fragmenté et paralysé que Macron espérait manipuler. Cela a alimenté la colère croissante de la population face au refus de l'élite dirigeante européenne d'assumer la responsabilité des erreurs ayant conduit à la crise économique plus générale que traverse l'Europe.

Les principales caractéristiques de la crise française — une immigration hors de contrôle, des services publics défaillants et une pression grandissante du coût de la vie — se retrouvent dans pratiquement toutes les grandes économies libérales. En somme, même si les problèmes économiques des États occidentaux semblent présenter chacun des caractéristiques nationales particulières, ils trouvent tous leurs racines profondes dans la réponse financiarisée de l'Occident à la grande crise financière de 2008.

Le problème est maintenant que ces contradictions et ces tensions atteignent leur paroxysme à travers les conflits interdépendants en Ukraine, en Iran et entre le Yémen et l'Arabie saoudite. Ceux-ci risquent de faire basculer la crise économique vers une crise financière d'une tout autre ampleur — qui pourrait aboutir à un effondrement systémique.

Si la crise se rapproche de son point culminant, c'est parce que deux objectifs contradictoires sont poursuivis simultanément — d'une part, le maintien d'États-providence coûteux, et d'autre part la poursuite de guerres destinées à préserver la place de l'Occident, selon Marco Rubio, à la « *tête du monde* ». Ce sont ces guerres

qui, de manière suffisamment prévisible, ont provoqué l'envolée du coût de la vie et mettent à mal les budgets de la plupart des États à économie libérale.

L'erreur de jugement de Trump en déclenchant une guerre contre l'Iran a considérablement accentué la pression sur le coût de la vie, par la flambée des prix des carburants et de l'énergie, qui a elle-même exercé une pression durable à la hausse sur les taux d'intérêt et le marché obligataire. La poursuite par Trump, malgré ses hésitations et ses changements de position, de la guerre en Ukraine — dont la charge financière a été transférée à l'Europe — a tout simplement fait voler en éclats les limites budgétaires européennes.

Les pressions sur les finances publiques sont manifestes partout, en Europe et au-delà, et amputent profondément d'autres dépenses publiques, notamment l'éducation et les soins de santé. Parallèlement, de vastes pans des régions industrielles qui constituaient le cœur de l'Europe ont été dévastés. Le chômage, en particulier chez les jeunes, a explosé. L'Allemagne à elle seule a perdu près d'un demi-million d'emplois industriels au cours des six dernières années. Ni l'Europe ni les États-Unis ne sont aujourd'hui généralement compétitifs en matière de prix. L'inflation énergétique a rendu de nombreux marchés mondiaux d'exportation inaccessibles.

Dans tout le monde occidental, la classe politique voit ses taux de légitimité dans les sondages sombrer. Le désespoir et la colère populaires s'amplifient. Le ressentiment bouillonne. Il a d'abord explosé en France, mais d'autres pays connaîtront bientôt la même situation.

La crise approche de son dénouement. L'Iran et AnsarAllah ont refermé leur piège énergétique sur Trump. Il n'existe aucune issue facile ou évidente. En réalité, si la situation est mal gérée et débouche sur une escalade militaire américaine ou israélienne, la guerre aggravera considérablement la crise économique occidentale, lorsque l'Iran exercera des représailles contre les infrastructures énergétiques du Golfe. Compte tenu des longs délais nécessaires à la reconstruction d'installations pétrolières extrêmement complexes, il est certain qu'une pénurie structurelle de carburant provoquera des dommages croissants aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Il en va de même pour les attaques d'AnsarAllah contre les infrastructures énergétiques saoudiennes.

En ce qui concerne l'Ukraine, la mauvaise interprétation habituelle de la Russie par les dirigeants européens a conduit l'Europe à tomber volontairement dans son propre piège. En 2022, les dirigeants européens ont embrassé la cause de l'Ukraine et de Zelensky, voyant dans l'Ukraine un projet libéral potentiellement fondé sur des règles, susceptible de donner à l'OTAN et à l'UE le sens et la raison d'être qui leur

manquaient. Bien entendu, la perspective que l'encerclement de la Russie par les sanctions européennes puisse finir par chasser le président Poutine du pouvoir — quoique fondée sur un mauvais calcul — offrait la promesse séduisante d'ouvrir le pétrole russe et les matériaux rares de la Russie à l'exploitation européenne.

« L'effet pratique de tout cela », écrit Aurelien, *« a été que l'Europe est devenue de plus en plus désireuse de coloniser un espace politique historiquement contrôlé par la Russie »* mais qui serait désormais intégré à l'« espace » libéral en expansion situé à l'ouest de la Russie. L'hostilité russe à l'égard de ces ambitions européennes explicites a été attribuée de manière tendancieuse à la nostalgie de la Russie pour son empire.

Pourtant, comme *Aurelien* le fait observer, *« les Russes ne voyaient absolument pas ainsi la période qui a suivi le milieu des années 1990. Ce qu'ils voyaient, c'était la perte du contrôle d'un espace stratégique autrefois précieux, sans moyen évident de le reconquérir ». C'est pourquoi les idées de « cessez-le-feu » et de partage géographique de l'Ukraine n'ont mené nulle part et n'y mèneront pas. La situation a changé et les enjeux sont bien plus élevés qu'auparavant. En 2022, les Russes auraient probablement accepté une Ukraine véritablement neutre, sans troupes stationnées sur son territoire et dont les extrémistes nationalistes auraient été exclus du gouvernement ».*



« Il n'y a désormais aucune chance que cela se produise, et j'interprète les bombardements actuels de Kiev comme faisant partie d'une stratégie au niveau opérationnel destinée à détruire le pays en tant qu'entité viable, de sorte qu'il ne puisse plus, à l'avenir, servir de base à des opérations militaires. Les ponts, les systèmes de communication, les ports, la production et la distribution d'électricité, les réseaux de transport, les installations industrielles et les aéroports, entre autres, seront détruits... Rien n'indique que l'Occident comprenne cela. Il ne le comprendra pas, car il ne réalise pas que la stratégie russe va désormais bien au-delà de

l'Ukraine et vise à éloigner, pour au moins une génération, voire davantage, le spectre d'une éventuelle attaque venant de l'“espace” situé à l'ouest de la Russie »

Tel est le piège qui existe et relie tous ces conflits apparemment distincts — l'ambition de l'Occident de « *conserver sa place à la tête du monde* », alors même que sa réalité est celle du déclin et de budgets publics « en faillite ».

Le projet ukrainien s'est heurté à un mur, non seulement sur le champ de bataille, mais aussi parce que l'Europe est financièrement « ruinée ». Il lui est impossible de trouver encore 155 milliards de dollars. De même, les économies libérales occidentales fondées sur l'État-providence ne peuvent survivre à une guerre prolongée contre l'Iran et les Houthis. Les Européens contemplent l'abîme économique. L'Occident est-il prêt à aggraver le risque d'une révolution violente simplement pour éviter de devoir capituler devant l'Iran ou la Russie ?